

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 22 SEPTEMBRE 2009

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;
DURIEUX J., Président du C.P.A.S.

PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-STALPAERT P., SENECAUT M., LEURIDANT G., MULLER L., VANDERKEL A., DELHAYE- DEBAUQUE I., MORCRETTE C., DECAMPS P.; Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

La Présidente excuse les membres suivants : BREUSE E. et ROBETTE-DELPUTTE F.

Avant le début des débats, la Présidente informe le Conseil communal qu'une demande d'ajout de points supplémentaires à l'ordre du jour lui a été transmise, mais que celle-ci ne remplissait pas les conditions de forme prévues par l'article L 1122-24 du CDLD.

Cependant, elle informe le Conseil communal que ses services administratifs travaillent à la rédaction, en vue de l'adoption d'un nouveau Règlement de locations des salles, des Statuts administratifs de la Commune et du Règlement de Travail du personnel communal et que ceux-ci seront présentés au Conseil communal afin la fin de cette année.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 28 JUILLET 2009 – PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 17 voix pour et 2 abstentions, le procès-verbal de la séance du 28 juillet 2009 – partie publique.

2. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 01/09/2009 – INFORMATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé de la situation de caisse au 01 septembre 2009, soit un solde débiteur de 801.176,63€.

3. FINANCES – HOLDING COMMUNAL – 1ERE DECISION – ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU HOLDING COMMUNAL DU 30/09/2009 ET DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DE LA COMMUNE DE JURBISE – APPROBATION

Madame SENECAUT demande que la personne désignée pour représenter la Commune de Jurbise au Holding Communal, soit chargée de faire rapport au Conseil communal des différentes décisions.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu les articles 41 et 162, 2° et 3° de la Constitution;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 29 janvier 2004 habilitant le Gouvernement à codifier la législation relative aux pouvoirs locaux;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux, notamment son annexe I - le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, 1ère partie, livres premier et III, titres premier et II, et 3ème partie, livre premier, titres premier à V, et livre III, titre premier;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 27 mai 2004 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux;

Vu l'article L 1122-30 du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le Titre III du livre 1^{er} de la troisième partie du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation relatif à la tutelle spéciale d'approbation sur les communes, les provinces et les intercommunales;

Vu, plus précisément, l'article L 3131-1, § 4, 3° et l'article L 3132-1, §§ 2 et 4 du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la création de la S.A. Holding communal sous le nom de « Crédit Communal de Belgique », le 24 novembre 1960, dont les statuts ont été approuvés par arrêté royal du 8 décembre 1860, en application des articles 29 et s. du Code de commerce, à l'époque applicables;

Considérant la confirmation du caractère particulier du Holding Communal par la loi du 16 avril 1963 relative au contrôle du Crédit Communal de Belgique;

Considérant la lettre du 20 août 2009 par laquelle Holding Communal SA informe la commune à propos de l'assemblée générale des titulaires de certificats Dexia qui sera tenue le 30 septembre 2009;

Considérant la lettre du 20 août 2009 par laquelle Holding Communal SA informe la commune à propos de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Holding Communal SA qui sera tenue le 30 septembre 2009;

Considérant le dossier joint aux lettres du 20 août 2009 et les motifs qui y sont développés, et notamment vu les documents suivants :

- L'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire des titulaires de certificats Dexia qui sera tenue le 30 septembre 2009;
- L'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Holding Communal SA qui sera tenue le 30 septembre 2009;
- Le rapport spécial du conseil d'administration du Holding Communal conformément à l'art. 602 C. soc.;
- Le rapport spécial du conseil d'administration du Holding Communal conformément à l'art. 560 C. soc.;
- Le rapport spécial du conseil d'administration du Holding Communal conformément à l'art. 604 C. soc.;
- Le rapport spécial du conseil d'administration du Holding Communal conformément à l'art. 596 C. soc.;
- Le rapport du commissaire du Holding Communal conformément à l'art. 602 C. soc.;
- Le rapport du commissaire du Holding Communal conformément à l'art. 596 C. soc.;

Considérant la lettre du 7 septembre 2009 par laquelle le Holding Communal a fourni des explications supplémentaires concernant la procédure afin de participer à l'assemblée générale des actionnaires de Holding Communal SA qui sera tenue le 30 septembre 2009 ainsi que concernant l'ordre du jour de l'assemblée;

Considérant que Holding Communal S.A. souhaite procéder à une augmentation de son capital social en deux étapes, une première augmentation de capital ayant lieu par apport en nature, la seconde augmentation de capital ayant lieu par apport en numéraire avec respect du droit de préférence des actionnaires existants;

Considérant que l'opération d'augmentation précitée est exposée plus en détail dans les documents auxquels il est fait référence ci-dessus;

Considérant que par la présente décision, le Conseil communal délibère et décide, avant ces assemblées générales du 30 septembre 2009, sur les points prévus à l'ordre du jour de l'assemblée générale des titulaires de certificats Dexia et à ceux de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Holding Communal SA;

ARRETE à l'unanimité,

Article 1^{er}

Le Conseil communal approuve les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale des titulaires de certificats du Holding Communal SA du 30 septembre 2009 et décide que le droit de vote attaché aux certificats Dexia détenus par la commune sera utilisé en faveur de la décision proposée.

Article 2

Le conseil communal désigne Florent BOTTE – Receveur communal et si cette personne est, pour une quelconque raison, empêchée d'être présente à l'assemblée générale extraordinaire des titulaires de certificats de Holding Communal SA, le président du conseil d'administration, la vice-présidente du conseil d'administration ou un autre membre du conseil d'administration de Holding Communal SA, en tant que représentant de la commune afin de la représenter à l'assemblée générale des titulaires de certificats de Holding Communal SA du 30 septembre 2009, et à cette fin, de participer à toutes les délibérations et décisions, d'approuver, de rejeter ou de s'abstenir concernant toutes les propositions en rapport avec l'ordre du jour, et de signer tous les actes, pièces, procès-verbaux et listes de présence et, de manière générale, faire le nécessaire. La présente procuration vaut également pour toute autre assemblée générale qui serait convoquée avec le même ordre du jour.

Article 3

Le conseil communal prend connaissance du rapport du commissaire du Holding Communal conformément aux articles 602 et 596 C. soc. et des rapports spéciaux du conseil d'administration du Holding Communal conformément aux articles 602, 604, 560 et 596 C. soc.

Article 4

Le conseil communal approuve les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Holding Communal SA du 30 septembre 2009 et décide que le droit de vote attaché aux actions détenues par la commune dans Holding Communal SA sera utilisé en faveur de la décision proposée.

Article 5

Le conseil communal désigne Florent BOTTE – Receveur Communal et si cette personne est, pour une quelconque raison, empêchée d'être présente à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Holding Communal SA, le président du conseil d'administration, la vice-présidente du conseil d'administration ou un autre membre du conseil d'administration de Holding Communal SA, en tant que représentant de la commune afin de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Holding Communal SA du 30 septembre 2009, et à cette fin, de participer à toutes les délibérations et décisions, d'approuver, de rejeter ou de s'abstenir concernant toutes les propositions en rapport avec l'ordre du jour, et de signer tous les actes, pièces, procès-verbaux et listes de présence et, de manière générale, faire le nécessaire. La présente procuration vaut également pour toute autre assemblée générale qui serait convoquée avec le même ordre du jour.

Article 6

Le conseil communal charge le collège communal de l'exécution de la présente décision du conseil.

Article 7

Le conseil communal charge le collège communal de transmettre la présente décision, avec ses pièces justificatives, au Gouvernement wallon dans les 15 jours de son adoption en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le conseil communal charge également le collège communal d'envoyer un duplicata de la présente décision à Holding Communal SA, Rue du Moniteur 8, 1000 Bruxelles.

**4. FINANCES – HOLDING COMMUNAL – 2IEME DECISION – SOUSCRIPTION
A L'AUGMENTATION DE CAPITAL ET FIXATION DU MONTANT MAXIMAL
APPROBATION**

Mademoiselle MORCLETTE, ainsi que les autres membres de la minorité communale, s'interrogent sur le dernier considérant du projet de délibération qui fait mention d'un courrier du Holding Communal du 01 octobre 2009 et demande que ce point revienne devant le Conseil communal pour ratification après cette date.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu les articles 41 et 162, 2° et 3° de la Constitution;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 29 janvier 2004 habilitant le Gouvernement à codifier la législation relative aux pouvoirs locaux;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux, notamment son annexe I - le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, 1ère partie, livres premier et III, titres premier et II, et 3ème partie, livre premier, titres premier à V, et livre III, titre premier;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 27 mai 2004 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux;

Vu l'article L 1122-30 du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le Titre III du livre 1^{er} de la troisième partie du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation relatif à la tutelle spéciale d'approbation sur les communes, les provinces et les intercommunales;

Vu, plus précisément, l'article L 3131-1, § 4, 3° et l'article L 3132-1, §§ 2 et 4 du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu les articles L3131-1 et L1124-40 du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la création de la S.A. Holding communal sous le nom de « Crédit Communal de Belgique », le 24 novembre 1960, dont les statuts ont été approuvés par arrêté

royal du 8 décembre 1860, en application des articles 29 et s. du Code de commerce, à l'époque applicables;

Considérant la confirmation du caractère particulier du Holding Communal par la loi du 16 avril 1963 relative au contrôle du Crédit Communal de Belgique;

Considérant les crédits budgétaires prévus à l'article 124/81554.2009 lors de la 2^{ème} modification budgétaire du budget 2009 de la commune, tel qu'adapté par le Conseil communal lors de la présente séance et considérant les dispositions du Livre III, Titre 1^{er}, Chapitre 1^{er} du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation pour un montant total de 257.146,88 EUR;

Considérant la lettre du 1^{er} octobre 2009 par laquelle Holding Communal SA informe la commune concernant le délai de souscription et les formalités de souscription de l'émission avec droit de préférence d'actions du Holding Communal;

ARRETE,

Par 14 voix pour et 5 abstentions.

Article 1^{er}

Le conseil communal décide par la présente que la commune souscrit à l'augmentation de capital par voie d'apport en numéraire pour un montant total de 257.146,88 EUR pour un prix d'émission de EUR 40,96 par action. Afin d'exécuter cette décision, et conformément aux circonstances impérieuses et imprévues, le conseil communal décide, par la présente, sur la base de l'article L 1311-5 du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, de procéder à des dépenses qui s'écartent du budget actuel de la commune, dans l'attente d'une adaptation du budget de la commune.

Article 2

Le conseil communal charge le collège communal de l'exécution de la présente décision du conseil.

Article 3

Le conseil communal charge le collège communal de transmettre la présente décision, avec ses pièces justificatives, au Gouvernement wallon ainsi qu'au collège provincial dans les 15 jours de son adoption en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le conseil communal charge également le collège communal d'envoyer un duplicata de la présente décision à Holding Communal SA, Rue du Moniteur 8, 1000 Bruxelles.

5. FINANCES – HOLDING COMMUNAL – 3IEME DECISION – PROCURATION AU RECEVEUR COMMUNAL POUR L'AG DU HOLDING COMMUNAL DU 30/09/2009 DES TITULAIRES DE CERTIFICATS - APPROBATION

Considérant la décision du conseil communal du 22/09/2009;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE CE QUI SUIIT :

Le conseil communal désigne Florent BOTTE – Receveur communal et si cette personne est, pour une quelconque raison, empêchée d’être présente à l’assemblée générale extraordinaire des titulaires de certificats de Holding Communal SA, le président du conseil d’administration, la vice-présidente du conseil d’administration ou un autre membre du conseil d’administration de Holding Communal SA, en tant que représentant de la commune afin de la représenter à l’assemblée générale extraordinaire des titulaires de certificats de Holding Communal SA du 30 septembre 2009, et à cette fin, de participer à toutes les délibérations et décisions, d’approuver, de rejeter ou de s’abstenir concernant toutes les propositions en rapport avec l’ordre du jour, et de signer tous les actes, pièces, procès-verbaux et listes de présence et, de manière générale, faire le nécessaire. La présente procuration vaut également pour toute autre assemblée générale qui serait convoquée avec le même ordre du jour.

6. HOLDING COMMUNAL – 4IEME DECISION – PROCURATION AU RECEVEUR COMMUNAL POUR L’AG DU HOLDING COMMUNAL DU 30/09/2009 DES ACTIONNAIRES - APPROBATION

Considérant la décision du conseil communal du 22/09/2009;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE CE QUI SUIIT :

Le conseil communal désigne Florent BOTTE – Receveur communal et si cette personne est, pour une quelconque raison, empêchée d’être présente à l’assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Holding Communal SA, le président du conseil d’administration, la vice-présidente du conseil d’administration ou un autre membre du conseil d’administration de Holding Communal SA, en tant que représentant de la commune afin de la représenter à l’assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Holding Communal SA du 30 septembre 2009, et à cette fin, de participer à toutes les délibérations et décisions, d’approuver, de rejeter ou de s’abstenir concernant toutes les propositions en rapport avec l’ordre du jour, et de signer tous les actes, pièces, procès-verbaux et listes de présence et, de manière générale, faire le nécessaire. La présente procuration vaut également pour toute autre assemblée générale qui serait convoquée avec le même ordre du jour.

7. FINANCES – COMPTE 2008 DE L’ADMINISTRATION COMMUNALE DE JURBISE DES SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE – APPROBATION

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le compte communal de l’exercice 2008 se clôture aux montants suivants :

	Service ordinaire	Service extraordinaire
1. Droits constatés	8.783.363,30 €	4.576.473,19 €
Non-valeurs et irrécouvrables	42.590,42 €	0,00 €
Droits constatés nets	8.740.772,88 €	4.576.473,19 €
Engagements	8.655.820,08 €	4.080.146,90 €
Résultat budgétaire		
Positif	84.952,80 €	496.326,29 €
Négatif		
2. Engagements	8.655.820,08 €	4.080.146,90 €
Imputations comptables	8.572.125,39 €	1.659.530,88 €
Engagements à reporter	83.694,69 €	2.420.616,02 €
3. Droits constatés nets	8.740.772,88 €	4.576.473,19 €
Imputations	8.572.125,39 €	1.659.530,88 €
Résultat comptable		
Positif	168.647,49 €	2.916.942,31 €
Négatif		

La Présidente rappelle que les questions techniques ont lieu lors de la Commission des Finances, qui s'est tenue ce lundi 21 septembre 2009 et demande au Conseil communal d'aborder l'aspect politique du Compte.

Malgré cette remarque, les questions techniques fusent des membres PS et CDH, portant notamment, sur la taxation des terrains de golfs, des campings, le remplacement des plaques de rue, sur la consommation en électricité de la salle culturelle « Jacques Galant », le Foyer Culturel, les frais de représentation, l'équilibre de certaines activités culturelles sur certains mandats, ...

Le Receveur communal et la Présidente répondent et donnent les explications sur chacun des points.

Madame SENECAUT donne lecture de la note du groupe PS portant sur le Compte et relevant, notamment, de l'érosion des recettes fiscales et de la diminution du fonds de réserve communal qui risquent d'être rapidement épuisés, le montant de certains frais de représentation des autorités communales ou encore de certaines manifestations de prestige et d'image de marque qui engendrent des surcoûts importants...

La Présidente signale : « Je suis la seule Bourgmestre, et il en est de même pour les membres du Collège communal, à n'avoir jamais rentré de note dans le cadre de ma fonction communale. En ce qui concerne les frais de représentation, ils sont principalement affectés à des frais de réceptions pour les fêtes du personnel, des décès, les boissons pour toutes réceptions... ».

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 15 voix pour, 2 voix contre et 2 abstentions sur le Compte Communal de l'exercice 2008 des services ordinaire et extraordinaire.

8. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°2 DE L'EXERCICE 2009 DES SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE - APPROBATION

Monsieur EGELS présente le dossier.

La modification budgétaire du service ordinaire de l'exercice 2009 se clôture aux montants suivants :

	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
D'après le budget initial Ou la précédente modification	9.290.325,23 €	9.287.057,33 €	3.267,90 €
Augmentation de crédit	280.270,26 €	310.926,36 €	-30.656,10 €
Diminution de crédit	-68.742,00 €	-96.553,13 €	27.811,13 €
Nouveau résultat	9.501.853,49 €	9.501.430,56 €	422,93 €

Au service extraordinaire, la modification budgétaire se clôture aux montants suivants :

	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
D'après le budget initial Ou la précédente modification	9.106.402,19 €	7.594.041,67 €	1.512.360,22 €
Augmentation de crédit	1.051.120,24 €	965.406,74 €	85.713,50 €
Diminution de crédit	-1.216.798,20 €	-180.000,00 €	-1.036.798,20 €
Nouveau résultat	8.940.724,23 €	8.379.448,41 €	561.275,82 €

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 14 voix pour, 2 voix contre et 3 abstentions sur la modification budgétaire n°2 des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2009.

9. DESAFFECTATION ET AFFECTATION D'UN EMPRUNT EN VUE DE FINANCER LES HONORAIRES DE L'AUTEUR DE PROJET POUR LES TRAVAUX DE RENOVATION DE LA MAISON COMMUNALE – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que la Ville de Jurbise souhaite recourir à l'emprunt, **sous la garantie des recettes centralisées**, pour financer **l'aménagement d'un bâtiment sportif – (remboursement de l'escompte 1.502);**

Vu la lettre du **3 juillet 2009** par laquelle Dexia Banque marque son accord au sujet du prêt faisant l'objet de la présente délibération;

Le Conseil Communal à l'unanimité:

DECIDE d'emprunter auprès de DEXIA Banque, aux conditions ci-dessous, un montant de 23.000 EUR, remboursables en 10 ans, qui sera affectée au remboursement de l'escompte 1.502.

° **APPROUVE** toutes les stipulations ci-après :

Article 1er – Ouverture de l'emprunt

Le crédit sera ouvert dès que DEXIA Banque est en possession de la présente résolution votée par le Conseil Communal.

Les fonds de l'emprunt seront portés directement au remboursement de l'emprunt 1.502.

Un tableau « Compte de l'emprunt » est adressé à l'emprunteur peu après la conversion.

Article 2 – Taux d'intérêt

Dès la mise à disposition des fonds, le taux est basé sur l'IRS Ask duration qui est égal à la somme des flux actualisés sur base des taux EURIBOR ou IRS Ask zéro coupon.

Le taux sera fixé SPOT, c'est-à-dire deux jours ouvrés bancaires avant la date de conversion de l'ouverture de crédit, sur base du taux IRS Ask duration publié sur le site Internet www.icap.com (sélection Information Services – ICAP Data – Curve Snap Shot) pour les périodes supérieures ou égales à 1 an et sur base des taux EURIBOR publiés quotidiennement sur l'écran Reuters à la page EURIBOR01 pour les périodes inférieures à 1 an. Ce taux d'intérêts IRS Ask duration sera majoré d'une marge mentionnée dans la lettre susmentionnée. Le taux fixé ainsi est valable pour toute la durée du prêt.

Article 3 – Remboursement de l'emprunt et paiement des intérêts de l'emprunt.

L'emprunt sera amorti en 10 tranches annuelles progressives.

Chaque tranche correspond à la partie de capital comprise dans une annuité constance calculée au taux appliqué à l'emprunt.

La première tranche de remboursement sera portée au débit du compte courant de l'emprunteur un an après la conversion de l'ouverture de crédit en prêt, soit un 1^{er} avril, soit

un 1^{er} juillet, soit un 1^{er} octobre, soit un 31 décembre ; les tranches suivantes se succéderont à un an d'intervalle.

Les intérêts de l'emprunt, calculés aux taux tel que défini ci-avant, seront portés semestriellement au débit du compte courant de l'emprunteur aux 1^{er} juillet et 31 décembre.

Les remboursements anticipés ne sont pas possibles.

Toute autre opération non prévue contractuellement, qui implique une adaptation du tableau d'amortissement, est assimilée à une modification de l'objet même du marché et considérée comme une résiliation unilatérale du marché par l'emprunteur ; dans ce cas, la banque a droit à une indemnité qui correspond à la perte financière réellement encourue.

Article 4 – Dispositions générales.

Au cas où la présente délibération serait annulée par l'autorité de tutelle, DEXIA Banque se réserve le droit de prélever sur le compte courant de l'emprunteur soit le montant du débit éventuel du « compte ouverture de crédit, soit la dette de l'emprunt.

L'emprunteur s'engage, jusqu'à l'échéance finale de ses emprunts, à prendre toutes les dispositions utiles afin d'assurer le versement sur son compte ouvert auprès de DEXIA Banque de toutes les sommes qui y sont actuellement centralisées soit en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance, soit en vertu d'une convention, et, le cas échéant, la subvention communale, les montants dus par les tiers payants, et ce nonobstant toute modification éventuelle du mode de perception de ces recettes.

L'emprunteur autorise irrévocablement DEXIA Banque à affecter les recettes susmentionnées au paiement des intérêts, de la commission de réservation et des remboursements ainsi que tout autres frais financiers directement liés au présent marché ; ces montants sont par ailleurs portés, à leurs échéances respectives, au débit de son compte courant. Ces versements ne peuvent, sans l'accord exprès de DEXIA Banque, être affectés en garantie de dettes autres que celles contractées envers DEXIA Banque.

En cas d'insuffisance des recettes susmentionnées pour le paiement, aux échéances, des charges et de l'amortissement du prêt, l'emprunteur s'engage à faire parvenir à DEXIA Banque le montant nécessaire pour parfaire le paiement de sa dette.

En cas de retard de paiement le tout ou partie des montants dus, des intérêts de retard sont dus de plein droit et sans mise en demeure, calculés conformément à l'art. 15§ 4 de l'annexe à l'A.R du 26 septembre 1996, et cela pendant la période de défaut de paiement.

La présente délibération est soumise à la tutelle générale conformément à la loi communale et aux décrets applicables.

10. FINANCES – CONTRIBUTION FINANCIERE 2009 A LA ZONE DE POLICE **SYLLE ET DENDRE – APPROBATION PAR LE GOUVERNEUR –** **INFORMATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé de la contribution financière 2009 à la Zone de Police Sylle et Dendre et de l'approbation de celle-ci par le Gouverneur de la Province de Hainaut.

11. JURIDIQUE – PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE DE LOGEMENT DE SERVICE PUBLIC HAUTE SENNE LOGEMENT – PROPOSITION D'ARRET DU PROJET DE REHABILITATION DU BATIMENT SIS RUE DES DEPORTES N°20 A 7050 MASNUY-SAINT-JEAN - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la délibération du 08 novembre 2005 du Conseil communal par laquelle il a été décidé de céder au profit de la Société de logement de service public Haute Senne Logement le bien sis rue des Déportés n°20 à 7050 Masnuy-Saint-Jean;

Vu la convention d'emphytéose conclue le 1^{er} avril 2009 entre la Commune de Jurbise et la Société de logement de service public Haute Senne Logement, dans le but de rénover ce bien et de le réhabiliter en logements sociaux;

Vu le courrier du 05 août 2009 de la Société de logement de service public Haute Senne Logement, auquel est annexé un extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'Administration de la société du 24 juin 2009, et par lequel la Société nous informe de l'impossibilité de poursuivre le projet relatif au bien sis rue des Déportés n°20 à 7050 Masnuy-Saint-Jean;

Attendu que, une fois officialisées l'interruption de ce projet et la résiliation de la convention d'emphytéose conclue avec la Société de logement de service public Haute Senne Logement, une réflexion sera menée par l'Administration communale de Jurbise afin de décider de l'affectation future du bien concerné;

Décide à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver la résiliation de la convention d'emphytéose conclue le 1^{er} avril 2009 entre la Commune de Jurbise et la Société de logement de service public Haute Senne Logement, portant sur un bien sis rue des Déportés n°20 à 7050 Masnuy-Saint-Jean.

Article 2. - D'approuver l'interruption du projet de rénovation et de réhabilitation de ce bien en logements sociaux.

Article 3. - De transmettre une copie de la présente délibération à la Société de logement de service public Haute Senne Logement.

**12. APPEL A PROJETS RELATIF A LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE –
ARRETE MINISTERIEL ACCORDANT UNE SUBVENTION A LA COMMUNE
DE JURBISE – PROJET INTRODUIT PAR LE COLLEGE COMMUNAL –
INFORMATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé du projet introduit par le Collège communal, dans le cadre de l'appel à projet relatif à la Démocratie participative – arrêté ministériel accordant une subvention à la Commune de Jurbise.

**13. PLAN DE COHESION SOCIALE 2009-2013 – SECONDE VERSION DU PROJET
DESTINE A LA REGION WALLONNE - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que le Collège communal, en sa séance du 12 Janvier 2009, a décidé de faire participer la Commune de Jurbise à l'appel à projet du Gouvernement Wallon relatif à la mise en place d'un Plan de Cohésion Sociale;

Vu le Décret du 06 Novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie;

Vu le Décret du 06 Novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 12 Décembre 2008 portant exécution du décret du 06/11/2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 12 Décembre 2008 portant exécution du décret du 06/11/2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu l'approbation par le Collège communal, en sa séance du 10 Février 2009, du formulaire relatif au projet de Plan de Cohésion Sociale 2009-2013;

Vu l'approbation par le Conseil communal, en sa séance du 23 Février 2009, de ce même formulaire ;

Vu le courrier du 05 Mars 2009 du SPW – Direction interdépartementale de la Cohésion sociale, accusant bonne réception du Plan de Cohésion Sociale 2009-2013 de la Commune de Jurbise ;

Vu le courrier du 12 Juin 2009 de Monsieur Rudy Demotte, Ministre-Président du Gouvernement Wallon et de Monsieur Philippe Courard, Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique, informant la Commune de Jurbise de la sélection de son Plan de Cohésion Sociale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon annexé à ce courrier du 12 Juin 2009, octroyant une subvention de 20.555 € pour l'année 2009 à la Commune de Jurbise et notifiant à celle-ci certaines remarques à intégrer dans une nouvelle version du Plan de Cohésion Sociale ;

Attendu qu'il convient de communiquer la nouvelle version du formulaire relatif au projet de Plan de Cohésion Sociale 2009-2013, ainsi que la délibération du Conseil communal l'approuvant, avant le 30 Septembre 2009;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1er. De l'approbation de la seconde version du formulaire relatif au projet de plan de Cohésion Sociale 2009-2013.

Article 2. – Un extrait de la présente délibération sera transmis au Service Public de Wallonie, Secrétariat général de la Direction interdépartementale de la Cohésion Sociale, avant le 30 Septembre 2009.

**14. MARCHE PUBLIC – AUTEUR DE PROJET POUR LA REALISATION DU
CAHIER SPECIAL DES CHARGES POUR LE RENOUVELLEMENT
COMPLET DU SYSTEME DE CHAUFFAGE DU CHATEAU COMMUNAL –
DESIGNATION DE L'AUTEUR DE PROJET POUR LA MISSION DE SUIVI DU
CHANTIER - RATIFICATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (MB du 22/01/1994);

Vu l'arrêté royal du 08/01/1996 relatif aux marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (MB du 26/01/1996);

Vu l'arrêté royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (MB du 18/10/1996);

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret du 1^{er} avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et intercommunales de la Région wallonne;

Vu la délibération du Conseil Communal du 11 décembre 2007 par laquelle le Conseil communal approuve l'adhésion à l'appel à projet concernant des travaux visant à l'amélioration de la performance énergétique du Château Communal, via le remplacement complet du système de chauffage actuel par un chauffage central avec chaudière au gaz à condensation;

Attendu qu'en date du 26 juin 2008, le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial sur décision du Gouvernement Wallon a accordé une subvention d'un montant de 39.501 € à l'Administration Commune pour le renouvellement complet du chauffage;

Vu la nécessité de passer par un auteur de projet ayant la maîtrise technique des technologies en matière d'énergies;

Vu l'offre de prix du 10 juillet 2008 de la SPRL Actif-Concept à Tournai, au montant de 2.160,00 € HTVA pour l'établissement d'un cahier spécial des charges, et aux honoraires s'élevant à 4% du montant final des travaux pour le suivi du chantier;

Attendu que le Collège Communal, en sa séance du 14 juillet 2008, a approuvé l'offre de la Sprl Actif Concept à Tournai pour la réalisation d'un cahier des charges relatif au renouvellement complet du système de chauffage du Château Communal;

Considérant que le 14 janvier 2009 l'auteur de projet, Actif Concept SPRL, rue Duquesnoy, 40 à 7500 Tournai a établi un cahier des charges N° 2009-01-SG-GU pour le marché ayant pour objet "Remplacement de l'installation de chauffage de la Maison Communale";

Vu la décision du Conseil communal du 27 janvier 2009 relative à l'approbation des conditions, de l'estimation et du mode de passation du marché ayant pour objet "Remplacement de l'installation de chauffage de la Maison Communale" (procédure négociée sans publicité);

Vu la décision du Collège communal du 02 février 2009 relative au démarrage de la procédure et à la liste des sociétés à consulter dans le cadre du marché ayant pour objet « Remplacement de l'installation de chauffage de la Maison Communale »;

Vu la décision du Collège communal du 16 mars 2009 d'attribuer le marché ayant pour objet « Remplacement de l'installation de chauffage de la Maison Communale » à la société M.L.P. SPRL à Masnuy-Saint-Jean pour le montant d'offre contrôlée de 46.160,00 € hors TVA ou 55.853,60 €, 21 % TVA comprise;

Vu la décision prise au cours de l'exécution des travaux de lever l'option proposée par l'auteur de projet quant à la possibilité de faire réaliser par celui-ci le suivi du chantier, pour des honoraires s'élevant à 4% du montant final des travaux;

Vu la proposition finale de l'auteur de projet de facturer ses prestations de suivi du chantier pour le montant de 1.290 € HTVA ou 1.560,90 € TVAC;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège Communal;

DECIDE :

Par 17 voix pour et 2 abstentions.

Article 1^{er} : La décision prise au cours de l'exécution des travaux de lever l'option proposée par l'auteur de projet quant à la possibilité de faire réaliser par celui-ci le suivi du chantier, est ratifiée.

Article 2 : De consentir au paiement du montant de 1.290 € HTVA en faveur de l'auteur de projet, et de prévoir les crédits budgétaires en voie de modification budgétaire n°2 du budget communal **exercice 2008, article 104/73360.2008.**

Article 3 : De transmettre extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur pour disposition.

15. MARCHE PUBLIC – MARCHE 2009-44-SG-FB RELATIF A L'ACQUISITION DE MOBILIER POUR LES ECOLES COMMUNALES – MODE DE PASSATION, CONDITIONS, CAHIER SPECIAL DES CHARGES ET LISTE DES SOCIETES A CONSULTER - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet “Acquisition de mobilier pour les écoles communales”, le montant estimé s’élève à 6.800,00 € hors TVA ou 8.228,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu’il est donc proposé d’attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que les sociétés suivantes seront consultées :

- ALVAN, 2 rue de Berlaymont à 6220 Fleurus ;
- FRENKEL, 80 rue de la Couronne à 7730 Estaimpuis ;
- ELBE VANERUM, 7A rue de l’Artisanat à 1400 Nivelles.
- FOURNIDECOR, ZI de la Guelenne – Chemin Corbisier 2 à 7060 Soignies

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l’exercice 2009, article 722/74198 : 20090024.2009 ;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt ;

Considérant que le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire;

DECIDE à l’unanimité :

Article 1er. - D’approuver le marché public ayant pour objet “Acquisition de mobilier pour les écoles communales”. Le montant est estimé à 6.800,00 € hors TVA ou 8.228,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Dans le cadre de ce marché, les sociétés suivantes seront consultées :

- ALVAN, 2 rue de Berlaymont à 6220 Fleurus ;
- FRENKEL, 80 rue de la Couronne à 7730 Estaimpuis ;
- ELBE VANERUM, 7A rue de l’Artisanat à 1400 Nivelles.
- FOURNIDECOR, ZI de la Guelenne – Chemin Corbisier 2 à 7060 Soignies.

Article 4. - Le marché dont question à l’article 1 sera financé au budget extraordinaire de l’exercice 2009, article 722/74198.2009 (n° de projet 2009-0024). Le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire.

Article 5. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l’Autorité supérieure.

16. MARCHE PUBLIC – MARCHE 2009-46-SG-GU RELATIF A L’ACQUISITION DE JARDINIERES EN BETON POUR RALENTISSEURS DE VITESSE – MODE

DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Acquisition de jardinières en béton pour ralentisseurs de vitesse", le montant estimé s'élève à 9.000,00 € hors TVA ou 10.890,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 421/73153.2009 (n° de projet 2009-0011);

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt et subsides;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le marché public ayant pour objet "Acquisition de jardinières en béton pour ralentisseurs de vitesse". Le montant est estimé à 9.000,00 € hors TVA ou 10.890,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 421/73153.2009 (n° de projet 2009-0011).

Article 4. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**17. MARCHE PUBLIC – MARCHE 2009-48-SG-FB RELATIF A L'ACQUISITION
« D'ENTREES DE VILLE » POUR LA COMMUNE – MODE DE PASSATION,
CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Juridique a établi un cahier des charges N° 2009-48-SG-FB pour le marché ayant pour objet "Acquisition d' « entrées de ville » pour la Commune";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Acquisition d' « entrées de ville » pour la Commune", le montant estimé s'élève à 12.396,69 € hors TVA ou 15.000,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 421/73153.2009 (n° de projet 2009-0011);

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt et subsides;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. 2009-48-SG-FB et le montant estimé du marché ayant pour objet "Acquisition d'entrées de ville" pour la Commune", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 12.396,69 € hors TVA ou 15.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 421/73153.2009 (n° de projet 2009-0011).

Article 4. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**18. TRAVAUX – REFECTION DE LA TOITURE DE L'EGLISE DE MASNUY-
SAINT-PIERRE – AVENANT N°1 AUX TRAVAUX - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu la délibération du Collège communal du 7 avril 2009 attribuant le marché ayant pour objet “Réfection de la toiture de l’église de Masnuy Saint Pierre” à la firme A.D.B. bvba à Loppem pour le montant d’offre contrôlé de 110.566,68 € hors TVA ou 133.785,68 €, 21% TVA comprise, où il est précisé que l’exécution doit répondre aux conditions fixées par le cahier spécial des charges;

Considérant qu’il est apparu nécessaire, lors de l’exécution du marché, d’apporter les modifications suivantes :

- remplacement du voligeage (poste 1.3.3);

Q en plus		20.517,00 €
Q en moins	-	0,00 €
Commandes supplémentaires	+	0,00 €
Total général	=	20.517,00 €
TVA	+	4.308,57 €
TOTAL	=	24.825,57 €

Vu que le total de cet avenant dépasse de 18,56% le montant d’attribution, le montant total de la commande après avenants s’élevant à présent à 158.611,25 € TVA comprise;

Considérant que l’entrepreneur A.D.B. bvba de Loppem demande une prolongation du délai de 15 jours ouvrables en raison des changements précités;

Considérant que l’entrepreneur s’engage à ne pas demander de dédommagement en raison de la prolongation;

Vu le rapport et l’avis favorable de l’auteur de projet, Deroubaix Xavier;

Attendu que le montant inscrit au budget extraordinaire de l’exercice 2008, article 790/72460.2008, est insuffisant pour couvrir la dépense;

DECIDE :

Par 17 voix pour et 2 abstentions.

Article 1er. - D’approuver l’avenant 1 du marché “Réfection de la toiture de l’église de Masnuy Saint Pierre” pour le montant total en plus de 20.517,00 € hors TVA ou 24.825,57 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - D’approuver la prolongation du délai de 15 jours ouvrables.

Article 3. - D’imputer les coûts de cet avenant au budget 2009, à l’article 790/72460:20090036.2009 du budget extraordinaire.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l’Autorité supérieure.

**19. URBANISME – CONSTRUCTION DE DEUX HABITATIONS A LA CHAUSSEE
BRUNEAULT A JURBISE (SECTION MASNUY-SAINT-JEAN), CADASTRE
SECTION C N°239s - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la demande de permis d'urbanisme introduite le 12 janvier 2009 par la s.a. Bernardi représentée par Monsieur Bernardi et relative à un projet de constructions de 3 habitations mitoyennes sur le terrain sis Chaussée Bruneault à 7050 Jurbise (Masnuy-Saint-Jean), cadastré Section C n°239 s;

Vu le projet est situé en zone d'habitat à caractère rural sur 50 mètres de profondeur et au-delà en zone agricole au plan de secteur;

Vu que l'avis favorable conditionnel du service incendie réceptionné en date du 2 mars 2009;

Vu l'avis favorable conditionnel du H.I.T réceptionné en date du 23/02/2009 libellé comme suit :

« La propriété se situe à front du chemin vicinal n°1.

Je propose que l'alignement soit fixé (situation de fait) suivant une droite distante et parallèle de 2,5 m en retrait sur la face arrière du futur filet d'eau.

L'assiette de la voirie sera cédée gratuitement à la Commune de Jurbise.

Le bien se trouve en zone d'assainissement autonome. Le rejet des eaux usées se fera en respectant les conditions fixées par le code de l'eau et le règlement communal.

Indépendamment des réseaux d'eau, d'énergie et de communication, les charges que je vous suggère d'imposer au lotisseur pour équiper la voirie sont les suivantes :

- Accotement stabilisé sur une largeur de 2 m, de plein-pied avec la chaussée (empierrement sur 0,25 m d'épaisseur sur une largeur de 2,00m) – couche de finition laissée à l'appréciation des riverains;
- Etablissement d'un filet d'eau type IIA2 sur toute la longueur de la parcelle, posé sur fondation en béton maigre de 0,20m d'épaisseur minimum, implanté dans l'alignement du filet d'eau existant côté parcelle cadastrée section C n°237 h. Les éléments linéaires éventuels existants en bord de chaussée sont démolis;
- Resserrage le long du filet d'eau, en béton maigre sur 0,36m d'épaisseur, revêtement hydrocarboné type BB-4C sur 0,05 m d'épaisseur;
- Etablissement de deux avaloirs (à chaque extrémité de la parcelle), raccordement en tuyaux de béton Ø 200 mm;
- Voûtement du fossé, à réaliser en tuyaux de béton Ø 400 mm de diamètre intérieur;
- Enrobage des tuyaux en sable-ciment ; remblai en terre en accotement, en béton maigre en chaussée;
- Etablissement de 2 chambres de visite (à chaque extrémité de la parcelle). Elles seront réalisées en maçonnerie de briques pleines (une brique d'épaisseur enduite à l'extérieur et cimentée intérieur-extérieur-trapillon 40 tonnes en fonte ou acier moulé) et auront des dimensions intérieures de 0,70 x 0,70m². Elles seront établies sur fondation en béton non armé C 30/37 de 0,20m d'épaisseur minimum;
- Travaux à réaliser en respectant le cahier des charges type RW 99-2004. »;

Vu l'enquête publique réalisée du 27/01/2009 au 10/02/2009 dont procès-verbal constatant une lettre de réclamation et une pétition fondée;

Vu que le Collège communal en sa séance du 9 mars 2009 a décidé d'informer le demandeur de la teneur des avis réceptionnés et des résultats de l'enquête publique et de lui demander de modifier son projet;

Vu que sur base de l'article 116§6 du C.W.A.T.U.P., le demandeur a introduit de nouveaux plans pour la construction de deux habitations quatre façades;

Vu que la demande a été soumise à enquête publique du 24 juin 2009 au 8 juillet 2009 pour le motif suivant :

- Articles 128 et 129 du C.W.A.T.U.P. : modification du tracé de voies de communications communales existantes;

Vu qu'aucune réclamation n'a été introduite;

Vu la décision du Collège communal réuni le 27/07/2009;

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Décide à l'unanimité:

Article 1er : D'émettre un avis favorable sur le projet dont objet :

- en respectant l'avis favorable conditionnel du H.I.T.

Article 2 : De transmettre exemplaire de la présente décision au fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, au propriétaire du terrain et à son architecte.

20. QUESTIONS ORALES

La Présidente rappelle les obligations de la Commune dans l'instruction des dossiers urbanistiques reçus et signale que contrairement à la rumeur, aucun dossier en vue de l'aménagement du quartier de la Gare n'a été déposé en nos services.

Madame DEBAUQUE revient sur le mauvais état de la Voie Nisolle, qui n'a pas été réhabilitée comme promis en 2008.

Monsieur HORNY, Echevin des Travaux, lui répond.

Madame SENECAUT s'informe auprès de la Présidente sur les mesures de précautions prises dans le cadre de la grippe A H1/N1.

HUIS CLOS

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance.

PAR LE CONSEIL,

Le Secrétaire,

La Présidente,